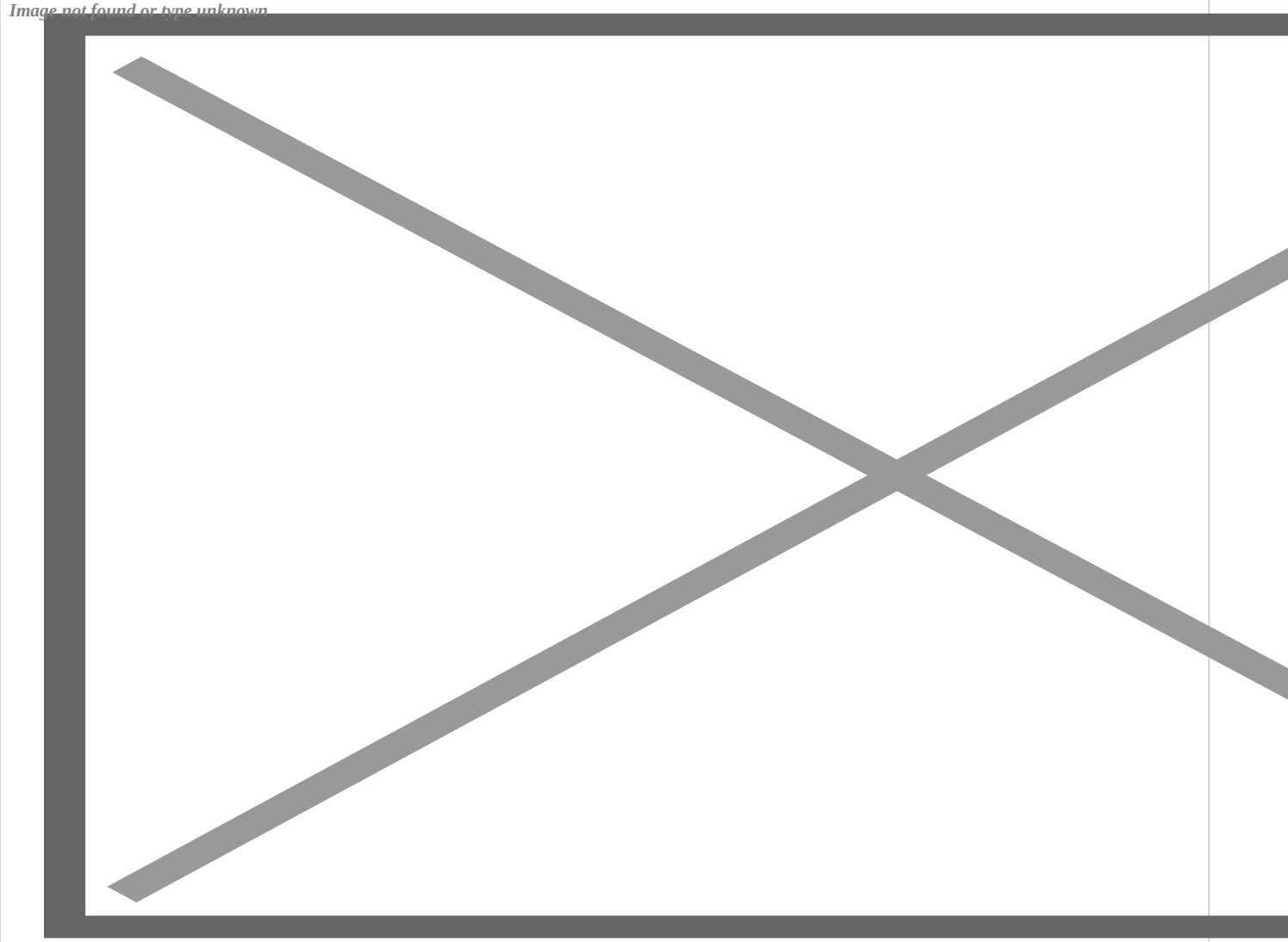
Les trébuchements de Milei



par María Josefina Arce

Javier Milei est parti du mauvais pied. Un mois seulement après le début de son mandat à la présidence de l'Argentine, l'homme d'extrême droite ne recueille que 44 % d'opinions favorables. Son décret de nécessité et d'urgence, qui comprend plus de 300 mesures, a été largement rejeté par une grande partie des Argentins.

Le président a déjà connu ses premiers revers. Le pouvoir judiciaire a interrompu la mise en œuvre du chapitre sur les questions de travail, ce qui a entraîné la perte des droits des travailleurs.

Dans les prochains jours, les organisations syndicales ont appelé à des marches et à une grève générale le 24, pour rejeter le plan de choc néolibéral, qui doit être évalué par le Congrès, bien qu'une grande partie de celui-ci soit en cours de mise en œuvre.

Depuis le premier jour de la grève, les tarifs du métro, des bus et des trains ont augmenté, ce qui a eu un impact important sur de nombreuses familles.

En décembre dernier, quelques jours après l'entrée en fonction de Milei, les Argentins étaient déjà descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement à l'égard des mesures du nouveau gouvernement qui, selon eux, laissaient des milliers de familles sans nourriture, des retraités sans ressources et des salariés menacés de perdre leur emploi.

La constitutionnalité du décret dit de nécessité et d'urgence est également largement remise en question, car ce mécanisme, réglementé depuis 1994, est réservé à des circonstances très spécifiques et limitées, telles qu'une catastrophe naturelle et sociale, ce qui, selon les experts, n'est pas le cas.

Selon le cabinet de conseil Zubán-Córdoba, 56 % des personnes interrogées considèrent que le décret est inconstitutionnel et estiment que le pouvoir judiciaire et le Congrès devraient s'efforcer de l'abroger.

Le président doit également faire face à l'opposition de sa loi dite "Omnibus", qui vise à accorder à Milei tous les pouvoirs jusqu'en décembre 2025 et à reléguer le rôle des deux chambres du Congrès.

L'ultra-droitier aurait alors la voie libre pour prendre des décisions dans des secteurs clés tels que l'économie, les finances, la santé, l'énergie et les pensions, entre autres.

Sans aucun doute, les prochains mois seront décisifs, le gouvernement prévoit de nouvelles mesures, mais la vérité est que Milei, qui se définit comme un libertaire, est déjà confronté à un fort rejet de la part d'une grande partie de la population, qui n'a vu aucune protection pour les plus vulnérables.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/344016-les-trebuchements-de-milei

Radio Habana Cuba